

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 1919.

Projet de déclaration

relative à la revision des articles 26, 39, 47, 48, 51, 52, de la Section II du chapitre I, titre 3, à l'exception de l'article 58, des articles 69, 95 alinéa premier, 105, 106, 108 alinéa 2, 2^o, 115 alinéa 2, 122, 123 et 131 de la Constitution.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'heure est venue de couronner les laborieux travaux de cette législature par une déclaration de revision de la Constitution.

Les débats qui ont abouti au vote de la loi sur la formation des listes électorales, en vue des prochaines élections législatives, ont montré qu'il y a au sein des Chambres une majorité considérable, voire l'unanimité, pour estimer que l'article 47 de la Constitution doit être remplacé par des dispositions nouvelles. Mais s'il est vrai que l'attention du Parlement et de l'opinion publique s'est surtout portée vers les améliorations à introduire dans notre droit électoral, il n'en reste pas moins, qu'aujourd'hui, c'est l'ensemble de nos institutions qu'il s'agit d'envisager dans une pensée réformatrice.

Le Gouvernement parlementaire, établi en Belgique par le Congrès national, n'est pas un organisme mort, figé dans une forme invariable et définitive; c'est un régime vivant, qui a fait ses preuves, mais qui doit, comme tout ce qui veut durer, se transformer et progresser suivant les besoins et les intérêts qui naissent de l'évolution sociale, en s'inspirant du mouvement des idées et de l'expérience acquise par notre génération. Des tendances nouvelles doivent être satisfaites; des possibilités jadis insoupçonnées doivent être réservées; des déformations et des ruptures d'équilibre, causées par l'usure, doivent être rectifiées, afin que nos institutions continuent à répondre à l'idéal d'un peuple ami de la liberté dans l'ordre.

C'est dire que la déclaration que, d'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives, doit envisager la revision d'un assez grand nombre d'articles de notre pacte fondamental.

Le Gouvernement a tenu à éviter un double écueil. D'une part, il n'a pas voulu que les explications qu'il doit au Parlement à l'appui de son projet, pussent faire croire qu'il ait la prétention d'indiquer, dès maintenant les formules nouvelles qu'il conviendrait de soumettre à la Constituante : ce serait préjuger de la volonté du pays et de la sagesse de ses élus; d'autre part, il estime que pour déterminer, avec sûreté, les articles de la Constitution qu'il convient de modifier, il est indispensable que le législateur possède, dès maintenant, des vues générales sur les réformes de demain, afin de faire œuvre large et féconde, et de donner en même temps au pays l'assurance qu'on ne le convie pas, en ce moment difficile, à faire un saut dans l'inconnu.

Le Gouvernement croit que pour répondre aux exigences de la situation politique et à celles d'une bonne gestion des affaires publiques, la révision de la Constitution devrait consister principalement :

- 1° dans l'établissement d'un nouveau régime électoral;
- 2° dans l'organisation d'un Sénat démocratique, influent et respecté;
- 3° Dans l'organisation du referendum par extension du principe que tous les pouvoirs émanent de la Nation;
- 4° Dans l'organisation de conseils représentatifs des grands intérêts sociaux, érigés en auxiliaires du pouvoir législatif;
- 5° Dans la création d'une Cour de contentieux administratif.

Les considérations suivantes, exposées dans l'ordre selon lequel se présentent les textes constitutionnels, justifient les propositions du Gouvernement.

Le Gouvernement propose d'abord la révision de l'article 26 de la Constitution qui détermine la composition du pouvoir législatif, afin de permettre une allusion au referendum.

L'expérience révèle qu'il y a parfois doute sur les volontés et les aspirations réelles des électeurs. Pour ramener la loi à sa vraie source, pour en faire, en vérité, l'expression de la volonté du peuple, les nations les plus avancées dans la voie de l'organisation démocratique ont, dans une mesure variable, réservé au peuple lui-même la décision dernière en matière législative. Le referendum, démocratique dans son essence, est pourtant modérateur dans ses effets, puisqu'il aboutit à donner à l'opinion moyenne, dont le bon sens est proverbial en Belgique, une influence décisive sur les questions les plus controversées. On peut envisager son utilité dans trois cas principaux : lorsqu'il y a conflit grave entre les Chambres, lorsqu'une fraction importante du corps électoral réclame contre une loi âprement combattue, lorsque le Roi, arbitre suprême des partis, estime devoir, dans un cas difficile, consulter le pays.

Le Gouvernement estime que l'article 26 devrait également être complété par une allusion à la collaboration que pourraient donner au pouvoir législatif des conseils consultatifs représentant les grands intérêts sociaux, libres de préparer des projets de loi, comme aussi de donner au Gouvernement et aux Chambres des avis motivés sur les projets discutés au Parlement.

Lors de la dernière révision on a vivement agité la question de la représentation des intérêts. D'aucuns auraient voulu un Sénat élu par les citoyens répartis en catégories professionnelles. Depuis lors, l'idée a été reprise par de nombreux

sociologues, mais on doit reconnaître que, dans l'état actuel des choses, il est impossible de trouver une formule d'application pratique, vu le caractère complexe de l'économie moderne et l'impossibilité de fixer, sans tomber dans l'arbitraire, la part de représentation qui reviendrait à chacun. Mais les savants travaux de la Commission des XXXI ont montré, par contre, que l'on pouvait donner au principe séduisant de la représentation des intérêts, une première réalisation en cherchant à associer plus étroitement les compétences à la gestion des affaires et à la délibération des lois et des règlements. La création, par le Gouvernement, de nombreux conseils consultatifs qui fonctionnent auprès des divers départements ministériels, a marqué la première étape. Le moment paraît venu d'en franchir une seconde en introduisant, dans la Constitution, la reconnaissance de ces utiles auxiliaires du pouvoir. Le législateur recevrait mission de les organiser et de leur donner un caractère nettement représentatif. L'avenir dira si ces conseils, investis de l'autorité et du prestige inhérents à leur nouvelle qualité de Corps de l'État, pourraient recevoir des développements nouveaux, lors d'une révision ultérieure.

L'article 69 semble être celui auquel il conviendrait de rattacher l'énonciation du principe du referendum et les conditions de son application.

Le législateur ordinaire serait chargé d'organiser le fonctionnement des conseils représentatifs, car les institutions de ce genre ne doivent être ni improvisées, ni rigides ; on ne peut trouver, dans une matière aussi délicate, de meilleur guide que l'expérience.

Le Gouvernement propose la révision de l'article 39, afin d'élargir les modes de votation qui y sont prescrits. L'accroissement du travail parlementaire lui semble une raison suffisante pour permettre aux Chambres de régler avec plus de liberté les détails de leur procédure. Il saisit cette occasion pour émettre l'espoir que l'on trouve un moyen de limiter les initiatives parlementaires, tendant à créer des dépenses nouvelles sans ressources correspondantes. Mais cette matière touchant de près au règlement des Chambres, doit être plus spécialement laissée à la sagesse des représentants du pays.

La révision de l'article 47 n'a plus besoin d'être justifiée.

Le Gouvernement propose la révision de l'article 48, afin de permettre d'y introduire, si les Chambres constituantes le jugent utile, deux principes qui sont déjà à la base de notre organisation électorale : le vote secret et la représentation proportionnelle, auxquels d'aucuns jugent opportun de donner la garantie de la sanction constitutionnelle.

La révision de l'article 51 ne soulèvera sans doute guère d'objections. Tout le monde reconnaîtra que l'unique argument, qui pouvait justifier la règle du renouvellement partiel, a perdu toute valeur depuis l'introduction de la représentation proportionnelle. La fréquence des élections nuit au travail législatif, qui a beaucoup augmenté depuis 1830. Le principe du renouvellement intégral a d'ailleurs été presque partout reconnu comme étant plus conforme aux exigences de la souveraineté populaire.

Il y a lieu de reviser l'article 52 afin, d'une part, d'attribuer aux députés une indemnité en rapport avec le coût actuel de la vie et avec l'intensité de leur labeur ; d'autre part, de leur accorder le libre parcours sur tous les chemins de fer du pays.

Pour que le système bicaméral produise tous les fruits que les citoyens, soucieux d'une législation mûrement étudiée, sont en droit d'en attendre, il est indispensable de remanier profondément l'organisation du Sénat. La Haute Assemblée a voulu prendre elle-même l'initiative d'une étude du problème. Il faut, d'une part, que le Sénat tire de son origine une autorité égale à celle de la Chambre, afin que sa collaboration à l'œuvre législative soit pleinement efficace. Il faut, d'autre part, que tous les partis et toutes les classes sociales aient le moyen d'y être représentés par une élite, afin que l'Assemblée, sans rien perdre de son caractère représentatif, apparaisse comme vraiment qualifiée pour procéder à une seconde étude des textes législatifs.

Il semble donc opportun de permettre à la Constituante d'examiner le problème du Sénat dans son entier.

Seul, l'article 58 ne soulève aucune objection. Le Gouvernement propose, moyennant cette exception, la revision de la section entière, en vue de permettre de plano l'adjonction d'articles nouveaux, réglant des questions que ne prévoient pas les articles actuels. Il croit nécessaire, par exemple, de prévoir et de réglementer la solution des conflits qui peuvent surgir entre les deux Chambres.

La revision de l'article 69 permettrait d'organiser le referendum, conformément à ce qui a été dit plus haut.

La revision de l'article 93 est demandée, en vue d'étendre la compétence de la Cour de Cassation à la colonie.

Depuis longtemps, de divers côtés, on a réclamé en Belgique la création d'un Conseil d'État, à l'instar, sans doute, du Conseil d'État en France. Celui-ci possède une triple mission. Il peut, tout d'abord, être appelé soit par le Gouvernement, soit par l'une ou l'autre Chambre, à collaborer à l'étude et à la rédaction des projets de loi. Mais, à moins qu'on ne prétende rendre cette collaboration obligatoire, soit pour le Parlement, soit pour le Gouvernement, il n'est pas nécessaire pour cela de reviser la Constitution. Ceux qui auraient ce désir, que ne partage nullement le Gouvernement, devraient appuyer la revision de l'article 26.

Le Conseil d'État peut, en second lieu, être organisé comme un conseil administratif, appelé à préparer, à étudier les décisions administratives, à donner des avis sur toutes les questions que lui soumet le Gouvernement. Encore une fois, aucune revision constitutionnelle n'est nécessaire pour cela, à moins qu'on ne veuille rendre la collaboration du Conseil d'État obligatoire, par exemple, pour les règlements et arrêtés nécessaires à l'exécution des lois ; dans ce cas, il faudrait reviser l'article 67 de la Constitution. Le Gouvernement ne le propose pas.

Enfin, le Conseil d'État peut être constitué en tribunal de contentieux administratif. C'est là, aujourd'hui, en France, sa mission la plus importante, celle qui lui a valu sa popularité et son prestige. Le législateur ordinaire pourrait, sans doute, usant de la faculté que lui laisse l'article 93 de la Constitution, organiser un ou plusieurs degrés de juridiction administrative. Mais le Gouvernement pense qu'il est plus sage de poser dans la Constitution les bases d'organisation des tribunaux administratifs. Il propose d'insérer à la

suite de l'article 105, un ou plusieurs articles, à l'effet, d'abord de créer une Cour de Justice administrative — peu importe qu'on lui donne ou non le titre de Conseil d'État — de préciser les principes de sa constitution, de sa composition et de ses attributions, ensuite de donner explicitement au législateur le pouvoir de créer d'autres tribunaux administratifs. En donnant ainsi aux juridictions de contentieux administratif une base constitutionnelle comme aux tribunaux ordinaires, on affirmerait leur autorité, on augmenterait leur prestige.

L'institution d'une Cour de contentieux administratif apparaît aujourd'hui comme une garantie indispensable des droits des citoyens dans les pays qui, comme la France et la Belgique, ont interprété le principe de la séparation des pouvoirs de manière à arrêter l'action des tribunaux ordinaires devant l'acte d'administration publique. Aujourd'hui, de nombreuses dispositions de lois, de règlements, semblent accorder des droits à telle ou telle catégorie de citoyens, tout au moins adressent, aux administrations publiques des ordres ou des prohibitions en vue de sauvegarder les intérêts de ces citoyens. Mais il y a d'autres sanctions à toutes ces règles que la sanction politique, la responsabilité du Ministre, sanction très souvent inefficace, même illusoire. Le citoyen, lésé par une décision ou un acte de l'administration pris en violation d'une règle de loi ou de règlement, n'a le plus souvent aucun recours juridique; il ne peut en appeler à aucun tribunal. L'acte illégal ou arbitraire d'une autorité publique ne peut être cassé que dans certains cas par une autorité supérieure, qui, d'ailleurs, agit aussi sans procédure réglée, non pas comme un tribunal, mais comme une autorité administrative. Déjà au Congrès National, plusieurs membres affirmaient que l'idéal à poursuivre était de substituer au Gouvernement par les hommes le Gouvernement par la loi. En Belgique, cet idéal ne peut être atteint, tant qu'une Cour de contentieux administratif à compétence générale, n'aura pas reçu le pouvoir de statuer sur les conflits soulevés par les décisions et les actes des autorités administratives.

La création d'une Cour de justice administrative entraînerait logiquement la revision de l'article 106; la solution des conflits d'attributions devrait appartenir à un corps composé en partie de membres de la Cour de Cassation, en partie de membres de la Cour administrative.

L'article 108 devrait être révisé, d'abord en vue de permettre éventuellement l'introduction par la loi du referendum en matière communale. La disposition de cet article, qui attribue aux conseils communaux « tout ce qui est d'intérêt communal » pourrait aussi être invoquée pour taxer d'inconstitutionnalité, toute réforme qui tendrait à donner des pouvoirs de réglementation et de décision, soit à des organismes chargés d'administrer une régie municipale, soit à des commissions instituées pour administrer en commun, au profit des habitants de plusieurs communes, des services qui ont toujours été considérés comme étant d'intérêt communal. De nouveaux besoins se sont fait jour dans nos communes, des services ont été créés qui étaient insoupçonnés en 1831 et qui vont prendre de plus en plus d'extension, et il sera peut-être opportun, même nécessaire, d'attribuer le pouvoir de les réglementer et de les administrer à d'autres organismes que les conseils communaux.

L'article 115, paragraphe 2, impose une règle qui ne peut évidemment rece-

voir, dans les services d'exploitation des monopoles industriels, qu'une application de pure forme, en ce qui concerne le budget. Elle pourra offrir des obstacles à la bonne organisation de ces services en régies autonomes.

Il y a lieu, semble-t-il, de réviser, ou plutôt de supprimer les articles 122 et 123. Les constituants de 1830 attachaient une énorme importance politique à l'existence de la garde civique, dans laquelle ils aimaient à voir une force émanée de la Nation, au service de la Nation, par opposition à l'armée qu'ils craignaient de voir plutôt fidèle au pouvoir royal. Les deux idées sont aujourd'hui aussi surannées l'une que l'autre. En abrogeant les articles 122 et 123, la future constituante n'abolira pas de plein droit la garde civique; elle ne fera que lui enlever son caractère constitutionnel. Le législateur ordinaire pourra, à son gré, la maintenir, la réorganiser en toute liberté ou la supprimer.

Enfin, le Gouvernement demande également de soumettre à révision l'article 131. Du moment que l'on admet le referendum facultatif en matière législative, il faut donner au peuple lui-même la décision dernière en matière constitutionnelle. Nous ne ferons ainsi que suivre la voie tracée par les constituants de 1830. Ils n'avaient, en effet, aucune idée de l'intervention directe du peuple dans le vote des lois; mais par la procédure compliquée qu'ils ont organisée dans l'article 131, ils ont cherché à assurer l'assentiment du peuple lui-même à l'œuvre de révision constitutionnelle. Le referendum offre aujourd'hui un moyen plus adéquat, plus facile, plus sûr de constater cet assentiment.

Il faut ajouter qu'après les événements récents qui ont obligé le Gouvernement et le Parlement à passer outre aux formes imposées par l'article 131, il est bon d'abandonner une organisation qui n'a pas pu fonctionner. Il convient d'établir une procédure nouvelle de révision, contre laquelle nul ne pourra invoquer le précédent de 1919, une procédure qui, tout en donnant des garanties aussi fortes à la stabilité de notre Constitution, ne permette plus d'invoquer les mêmes objections. Si l'on substituait à la procédure actuelle une discussion et un vote par les Chambres, statuant à la majorité des deux tiers des voix, puis l'approbation directe par le peuple des textes nouveaux, il n'y aurait plus de prétexte possible pour se soustraire à ces conditions. Le Gouvernement et le Parlement n'auraient jamais l'audace d'enlever au peuple un droit que celui-ci possède, d'usurper un pouvoir que la Constitution a réservé à la Nation.

L'œuvre à réaliser par la Constituante est considérable. Il serait vain, pourtant, d'essayer de réduire sa tâche, car la Belgique de demain, pour vivre et prospérer, a besoin d'institutions adéquates à son caractère et aux temps que nous vivons. De simples modifications au droit de suffrage ne suffiraient pas; pour assurer dans l'avenir la stabilité du noble édifice élevé par le Congrès, il est nécessaire de donner des garanties nouvelles aux citoyens, contre la confection vicieuse des lois et contre des abus possibles de la part des détenteurs du pouvoir administratif. Il est indispensable, également, de permettre au suffrage universel de départager librement, sans intermédiaire, les partisans et les adversaires d'une mesure qui, tous, se prévalent de la volonté de la Nation. L'évolution à laquelle le Gouvernement

invite le pays à se prêter, trouve sa règle dans les principes mêmes qui sont à la base de notre pacte fondamental ; elle ne peut manquer d'assurer à nos libres institutions un puissant renouveau de jeunesse et de vitalité.

Le Ministre de l'Intérieur,

Baron DE BROQUEVILLE.



PROJET DE DÉCLARATION

relative à la revision des articles 26, 39, 47, 48, 51 de la Section II du chapitre I, titre III, à l'exception de l'article 58, des articles 69, 95, alinéa premier, 105, 106, 108, alinéa 2, 2°, 115 alinéa 2, 122, 123 et 131 de la Constitution.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le Projet de déclaration dont la teneur suit :

Il y a lieu à revision :

1° de l'article 26 de la Constitution, soit par modification à son texte, soit par l'introduction d'une disposition nouvelle prévoyant le referendum et la collaboration de conseils représentatifs des grands intérêts;

2° de l'article 39;

3° de l'article 47;

4° de l'article 48, par l'introduction

VERKLARING

betreffende de herziening van artikelen 26, 39, 47, 48, 51, van afdeling II van hoofdstuk I, titel 3, artikel 58 uitgezonderd, artikelen 69, 95, lid 1, 105, 106, 108, lid 2, 2°, 115 lid 2, 122, 123 en 131 der Grondwet.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministeraad :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onzen Minister van Binnenlandse Zaken zal, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van verklaring voorleggen waarvan de inhoud volgt :

Er bestaat reden tot herziening van :

1° Artikel 26 der Grondwet, hetzij door wijziging van zijn opstel, hetzij door invoering van een nieuwe bepaling voorzienende het referendum en de medewerking van raden welke de groote belangen vertegenwoordigen;

2° Artikel 39;

3° Artikel 47;

4° Artikel 48, door invoering van

d'une disposition nouvelle consacrant le principe du vote secret et celui de la représentation proportionnelle ;

5° de l'article 51 ;

6° de l'article 52 ;

7° de la section II, du chapitre I, du titre III, de la Constitution, à l'exception de l'article 58 ;

8° de l'article 69, par l'introduction d'une ou de plusieurs dispositions nouvelles, organisant le referendum, soit à l'initiative du Roi, soit sur la demande d'un certain nombre ou d'une certaine quotité d'électeurs ;

9° de l'article 95, paragraphe 1, de la Constitution ;

10° de l'article 105, par l'introduction, à la suite de celui-ci, d'un ou de plusieurs articles nouveaux, en vue de créer une Cour de contentieux administratif, de déterminer sa composition et ses attributions et de prévoir l'organisation par la loi d'autres tribunaux administratifs ;

11° de l'article 106 ;

12° de l'article 108, parag. 2, 2° ;

13° de l'article 115, paragraphe 2 ;

14° des articles 122 et 123 ;

15° de l'article 131, de la Constitution.

Donné à Laeken, le 9 septembre 1919.

een nieuwe bepaling tot huldiging van het grondbeginsel der geheime stemming en dat van de evenredige vertegenwoordiging ;

5° Artikel 51 ;

6° Artikel 52 ;

7° Afdeeling II, van hoofdstuk I, van titel III, der Grondwet, ter uitzondering van artikel 58 ;

8° Artikel 69, door invoering van een of meer nieuwe bepalingen tot inrichting van het referendum, hetzij op initiatief van den Koning, hetzij op aanzoek van een zeker getal of een zeker bedrag kiezers ;

9° Artikel 95, lid I, der Grondwet ;

10° Artikel 105, door invoering erachter van een of meer nieuwe artikelen met het oog op het inrichten van een Hof voor bestuurlijke betwistingen, het bepalen van zijn samenstelling en zijne bevoegdheid en het voorzien van de inrichting door de wet van andere bestuurlijke rechtbanken ;

11° Artikel 106 ;

12° Artikel 108, lid 2, 2° ;

13° Artikel 115, lid 2 ;

14° Artikelen 122 en 123 ;

15° Artikel 131 der Grondwet.

Gegeven te Laeken, den 9 September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre, Ministre
des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister, Minister van
Financiën,*

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de l'Intérieur,

*De Minister van Binnenlandsche
Zaken,*

BARON DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | *De Minister van Wetenschappen en Künsten,*

Alp. HARMIGNIE.

Le Ministre de l'Agriculture, | *De Minister van Landbouw,*

Bon RUZETTE.

Le Ministre des Travaux publics, | *De Minister van Openbare Werken,*

ANSEELE.

Le Ministre de l'Industrie, | *De Minister van Nijverheid, Arbeid*
du Travail et du Ravitaillement, | *en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, | *De Minister van Spoorwegen, Zee-*
Marine, Postes et Télégraphes, | *wezen, Posterijen en Telegrafen,*

RENKIN.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*

LOUIS FRANCK.

Le Ministre de la Guerre, | *De Minister van Oorlog,*

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires | *De Minister*
Économiques | *van Staathuishoudkundige Zaken,*

HENRI JASPAR.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 SEPTEMBER 1919.

Verklaring

betreffende de herziening van artikel 26, 39, 47, 48, 51, 52, van Afdéeling II van hoofdstuk I, titel III, artikel 58 uitgezonderd, artikelen 69, 95 lid 1, 105, 106, 108 lid 2 2°, 115, lid 2, 122, 123 en 131 der Grondwet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het uur is gekomen om den onverpoosden arbeid van de huidige wetgeving met een verklaring tot herziening der Grondwet te bekronen.

Uit de besprekingen welke tot het stemmen der wet op het vormen der kieslijsten voor de aanstaande wetgevende kiezingen leidden, blijkt dat er te midden van de Kamers een aanzienlijke meerderheid, ja eenparigheid, is om te oordeelen dat artikel 47 der Grondwet door nieuwe bepalingen dient vervangen. Zoo het waar is dat de aandacht van Parlement en openbare meening hoofdzakelijk gescherpt is op verbetering van ons kiesrecht, dit feit neemt echter geenszins uit den weg dat thans al onze instellingen in een hervormingsgezinden geest dienen overwogen.

De door het Nationaal Congres in België gestichte parlementaire regeering is geen dood lichaam, dat in een onveranderlijken en bepaalden vorm gestijfd is; het is een levend stelsel dat zijne bewijzen geleverd heeft doch hetwelk even als alle dingen die duurzaam willen blijven veranderingen moeten ondergaan en moeten vooruitstreven naarvolgens de eischen en de bepalingen die uit de maatschappelijke ontwikkeling geboren worden, daarbij leering trekkende uit de kentering der gedachten en de door ons geslacht opgedane ondervinding. Zijne nieuwe strekkingen dient men te voldoen; rekening moet gehouden worden van mogelijkheden welke eertijds onvermoed waren; vervormingen en verbreking van evenwicht, door den tijd verwekt, moeten verbeterd worden opdat deze instellingen bij voortduring overeenstemmen met het ideaal van een volk ingenomen voor vrijheid in de orde.

Dat wil zeggen dat de verklaring welke de Regeering, naar 's Koningsbevelen, de eer heeft aan de Wetgevende Kamers te onderwerpen het herzien van een tamelijk groot getal artikelen van onze Grondwet moet omvatten.

De Regeering heeft er aan gehouden een dubbele klip te ontwijken. Eenerzijds

heeft zij niet gewild dat de uitleggingen welke zij aan het Parlement tot staving van haar ontwerp verschuldigd is, konden doen gelooven dat zij zoo verwaand zou zijn, van nu af reeds, de nieuwe formules te omschrijven welke aan de Constituante zouden dienen onderworpen. Zulks zou een vooruitloopen zijn op den wil des Lands en op de wijsheid zijner gekozenen; anderzijds oordeelt zij ook dat om met zekerheid de te herziene artikelen der Grondwet te bepalen, het onmisbaar is dat de wetgever, van nu af reeds, een algemeen overzicht over de aanstaande hervormingen hebbe om een veelomvattend en vruchtbaar werk te maken en om tevens aan het Land de overtuiging te geven, dat men het thans in deze moeilijke tijden niet aanspoort een stap in het onbekende te wagen.

De Regeering meent dat de herziening der Grondwet in verband met de vereischten van den politieken toestand en die van een goed beheer van het gemeenebest, hoofdzakelijk zou moeten omvatten :

- 1° Het invoeren van een nieuw kiesstelsel ;
- 2° Het inrichten van een democratischen Senaat ;
- 3° Het inrichten van het referendum door uitbreiding van het grondbeginsel dat al de machten uit de Natie voortvloeien ;
- 4° Het inrichten van raden welke de groote maatschappelijke belangen vertegenwoordigen ;
- 5° Het inrichten van een Hof voor bestuurlijke betwistingen.

Navolgende overwegingen voorgedragen in de volgorde der grondwettelijke teksten, billijken de voorstellen der Regeering.

De Regeering stelt eerst de herziening voor van artikel 26 der Grondwet, hetwelk de samenstelling der wetgevende macht bepaalt, ten einde een zinspeling op het referendum te kunnen maken. De ondervinding leert dat er soms twijfel bestaat omtrent den wezenlijken wil en de werkelijke verzuchtingen der kiezers. Om de wet tot hare ware bron terug te brengen, om ervan wezenlijk de uitdrukking van den volkswil te maken, hebben de Natiën die het verst gevorderd waren op den weg der democratische inrichting, in verschillende mate aan het volk zelf de eindbeslissing inzake wetgeving voorbehouden. Het referendum, democratisch in zijn wezen, is nochtans matigend in zijn uitwerkselen daar het ertoe leidt aan de gemiddelde meening waarvan het gezond verstand in België spreekwoordelijk is, een beslissenden invloed te geven in de meest betwiste vraagstukken. Men kan het nut ervan in drie bijzondere gevallen overwegen : wanneer er tusschen de Kamers groote strijdigheid van gevoelen bestaat, wanneer een belangrijk deel van het kiezerskorps tegen eene vinnig bestredene wet bezwaar oppert, wanneer de Koning, opperste scheidsrechter der partijen, in een moeilijk geval oordeelt het Land te moeten raadplegen.

De Regeering oordeelt dat artikel 26 eveneens zou moeten aangevuld worden door een zinspeling op de medewerking welke aan de wetgevende macht zou kunnen gegeven worden, door de raadplegende raden tot vertegenwoordiging der groote maatschappelijke belangen, aan welke het vrij zou staan wetsontwerpen voor te bereiden, evenals aan de Regeering en aan de Kamers, met reden omkleede adviezen te geven over de ten Parlement besproken ontwerpen.

Bij de laatste herziening, ging het er druk toe omtrent het vraagpunt van de vertegenwoordiging der belangen. Eenigen zouden een Senaat gewild hebben

gekozen door de burgers ingedeeld volgens de beroepen. Sedert dien, werd de gedachte overgenomen door talrijke sociologen, maar men moet erkennen dat, in in den huidige staat van zaken, het onmogelijk is een praktische toepassingsformule te vinden, gezien den ingewikkelden aard van de hedendaagsche staathuishoudkunde en de onmogelijkheid, zonder tot willekeur te vervallen, het aandeel van vertegenwoordiging welke aan elkeen zou toekomen, te bepalen. Maar de geleerde werken van de commissie der XXXI hebben, in tegendeel, aangetoond dat aan het behoorlijk grondbeginsel van de vertegenwoordiging der belangen een eerste verwezenlijking zou kunnen gegeven worden door te trachten de bevoegdheden nauwer te verbinden aan het beheer der zaken en aan de beraadslaging over de wetten en reglementen. Het inrichten door de Regeering van talrijke raadplegende raden welke bij de verschillende ministerieele departementen werkzaam zijn, is de eerste stap op dien weg. Het oogenblik schijnt gekomen om den tweeden stap op dien weg te doen door invoering in de Grondwet van de herkenning van deze nuttige helpers der macht. De Wetgever zou opdracht ontvangen deze in te richten en hun een duidelijk vertegenwoordigend kenmerk te geven. De toekomst zal uitmaken of deze raden, bekleed met de overheid en het gezag verbonden aan hunne nieuwe hoedanigheid van staatslichaam, vatbaar zijn voor verdere ontwikkeling bij een latere herziening.

Artikel 69 schijnt dit te zijn bij welke het grondbeginsel van het referendum en de voorwaarden van zijn toepassing zouden dienen uitgedrukt.

De gewone wetgever zou gelast zijn de werking der vertegenwoordigende raden in te richten, want de instellingen van dien aard mogen niet zonder voorbereiding tot stand gebracht worden, noch te onbuigbaar zijn; in eene zoo kiesche zaak, is er geen betere gids dan de ondervinding.

De Regeering stelt de herziening voor van artikel 59, om de wijzen van stemming welke er voorgeschreven zijn uit te breiden. De vermeerdering van den parlementairen arbeid, schijnt haar een voldoende reden te zijn om aan de Kamers toe te laten met meer vrijheid de bijzonderheden der pleging te regelen. Zij neemt de gelegenheid waar, om den wensch uit te drukken dat een middel gevonden worde het parlementair initiatief, strekkende tot het inrichten van nieuwe uitgaven zonder overeenstemmende geldmiddelen, te beperken. Maar deze stof raakt van zeer nabij het reglement der Kamers, en moet dus meer inzonderheid aan de wijsheid van de vertegenwoordigers van het Land overgelaten worden.

De herziening van artikel 47 heeft niet meer noodig gebillijkt te worden.

De Regeering stelt voor artikel 48 te herzien om toe te laten indien de Constituantekamers het nuttig oordeelen, twee grondbeginsels erin op te nemen welke reeds de grondslag zijn van de kiesinrichting: de geheime stemming en de evenredige vertegenwoordiging, waaraan sommigen voegzaam achten den waarborg der grondwettelijke bekrachtiging te geven.

De herziening van artikel 51 zal ongetwijfeld geen bezwaar ontmoeten. Elkeen zal erkennen dat de eenige bewijsvoering tot billijking van den regel der gedeeltelijke vernieuwing alle waarde verloren heeft sedert het invoeren van de evenredige vertegenwoordiging. Dikwijls herhaalde verkiezingen zijn nadeeling voor den wetgevende arbeid die zich sedert 1830 zeer ontwikkeld heeft. Het grondbeginsel der algemeene vernieuwing is derhalve omtrent overal erkend als zijnde meer in overeenstemming met de vereischten van de volkssouvereiniteit.

Artikel 52 dient herzien ten einde, eenerzijds aan de vertegenwoordigers een vergoeding toe te kennen in verband met de huidige levensduurte en het toenemen van hun werkzaamheden, anderzijds, om hun de kosteloze reis op al de spoorwegen des Lands te vergunnen.

Opdat het stelsel van twee kamers al de vruchten afwerpe welke de burgers, die uit zijn op een rijp bestudeerde wetgeving, in recht zijn ervan te verwachten, is het onmisbaar de inrichting van den Senaat grondig te wijzigen. De hooge vergadering heeft zelf het initiatief van een studie van het vraagstuk willen nemen. Het is noodig, eenerzijds, dat de Senaat uit zijn ontstaan een gezag putte gelijk aan dat der Kamer, opdat zijn medewerking aan het wetgevend werk ten volle doelmatig weze.

Het is, anderzijds, noodig dat al de partijen en al de maatschappelijke standen het middel hebben er vertegenwoordigd te zijn door een keur opdat de vergadering, zonder iets van haar vertegenwoordigend kenmerk te verliezen, wezenlijk bevoegd blijke te zijn om tot een tweede studie van de wetgevende teksten over te gaan.

Het schijnt dus voegzaam aan de Constituanten toe te laten het vraagstuk van den Senaat in zijn algeheelheid te onderzoeken. Het artikel 58 alleen ontmoet geen enkel bezwaar. De Regeering stelt, deze uitzondering in acht genomen, de herziening voor van de gansche afdeeling ten einde *de plano* het toevoegen toe te laten van nieuwe artikelen tot regeling van vraagpunten welke door de huidige artikelen niet voorzien zijn.

Zij acht het noodig, bijvoorbeeld, de oplossing te voorzien en te regelen van de geschillen welke tusschen beide Kamers kunnen oprijzen.

Het herzien van artikel 69 zou toelaten het referendum in te richten overeenkomstig hetgeen hooger gezegd is.

De herziening van artikel 95 wordt gevraagd om de bevoegdheid van het Verbrekingshof tot de Kolonie uit te breiden.

Sedert lang heeft men van alle zijden in België de oprichting van een Staatsraad gevraagd, waarschijnlijk op den grond van den Staatsraad in Frankrijk. Deze heeft een driedubbele opdracht. Hij kan, eerstens, geroepen worden, hetzij door de Regeering, hetzij door eene der Kamers, om tot de studie en het opstel der wetsontwerpen mede te werken. Doch, ten ware men inzigtens weze deze medewerking verplichtend te maken, hetzij voor het Parlement, hetzij voor de Regeering, is het daarom niet noodig de Grondwet te herzien. Zij die dezen wensch hebben dien de Regeering geenszins toegedaan is, zouden op de herziening van artikel 26 moeten aandrukken.

De Staatsraad kan, tweedens, als een betuurlijken Raad ingericht worden, geroepen om de bestuurlijke beslissingen voor te bereiden, te bestudeeren, om zijn advies te geven over al de vragen welke hem door de Regeering onderworpen worden.

Nogmaals geen grondwetsherziening is hiertoe noodig tenzij men de medewerking van den Staatsraad verplichtend wille maken, bijvoorbeeld, voor de reglementen en besluiten noodig tot uitvoering der wetten; in dit geval zou artikel 67 der grondwet dienen herzien. De Regeering stelt zulks niet voor.

Eindelijk kan de Staatsraad als rechtbank voor bestuurlijke betwistingen

ingericht worden : dit is in Frankrijk zijn belangrijkste opdracht waardoor hij de volksgunst en zijn gezag gewonnen heeft. De gewone wetgever zou, gebruik makende van de toelating, hem door artikel 93 der Grondwet verleend, ongetwijfeld een of meer trappen van bestuurlijke rechtsmacht kunnen inrichten. Maar de Regeering meent dat het wijzer is in de Grondwet de grondslagen tot inrichting van de bestuurlijke rechtbanken vast te leggen. Zij stelt de inlassching voor achter artikel 105 van een of meer artikelen ten einde eerst een bestuurlijk rechtshof in te richten. — dat het Staatsraad of anders betiteld worde is onverschillig — de grondbeginselen van zijn oprichting, van zijn samenstelling en van zijn bevoegdheid nader te bepalen, vervolgens aan den Wetgever uitdrukkelijk de macht te verleen en andere bestuurlijke rechtbanken in te richten. Waar men alzoo aan gedingbeslissende bestuurlijke rechtsmachten een grondwettelijken grondslag geeft evenals aan de gewone rechtbanken, zou men hun gezag doen uitkomen en hun invloed vermeerderen.

Het instellen van een Hof voor bestuurlijke betwistingen schijnt thans een onmisbare waarborg te zijn voor de rechten der burgers in de landen welke, evenals Frankrijk en België, het grondbeginsel der scheiding van de machten verklaard hebben derwijze de werking der gewone rechtbanken voor de daad van algemeen bestuur tegen te houden. Vele bepalingen van wetten, van reglementen schijnen thans rechten te verleen en aan deze of gene reeks van burgers, voor het minste geven zij aan de openbare besturen bevel of leggen zij verbod op om de belangen dezer burgers te vrijwaren. Er zijn echter andere bekrachtigingen voor al deze regelen dan de politieke bekrachtiging de verantwoordelijkheid van den Minister, bekrachtiging welke zeer dikwijls ondoelmatig, zelfs inbeeldig is. De burger die verongelijkt wordt door een beslissing of een daad van het bestuur genomen in overtreding van een wets- of reglements-bepaling, heeft in de meeste gevallen geen rechterlijk verhaal, hij kan de zaak niet voor een rechtbank roepen. De onwettelijke of willekeurige daad van een openbare overheid kan maar in enkele gevallen verbroken worden door een hoogere overheid welke overigens ook zonder geregelde rechtspleging handelt, niet als rechtbank maar als bestuurlijke overheid. Reeds in het Nationaal Congres bevestigden verschillende leden dat het na te streven ideaal moest zijn de Regeering door de menschen te vervangen door een Regeering door middel der wet. In België kan dit ideaal niet bereikt worden zoolang een Hof voor bestuurlijke betwistingen met algemeene bevoegdheid, de macht niet zal ontvangen hebben over al de geschillen opgerezen ten gevolge van beslissingen en daden van de bestuurlijke overheden, uitspraak te doen.

Logischer wijze zou het oprichten van een bestuurlijk Rechtshof herziening van artikel 106 medebrengen; de oplossing van bevoegdheidsgeschillen zou dienen te behooren tot een lichaam bestaande deels uit leden van het verbrekingshof deels uit leden van het bestuurlijk hof.

Artikel 108 zou moeten herzien worden, eerst om toe te laten gebeurlijk het referendum in zake gemeenten door de wet in te voeren. De bepaling van dit artikel, welk aan de gemeenteraden « al wat van gemeentelijk belang is » toekent, zou ook kunnen ingeroepen worden om als ongrondwettelijk te betiteln elke hervorming welke ertoe zou strekken regelende en beslissende machten te geven,

hetzij aan organismen belast een gemeentelijke regie te beheeren, hetzij aan commissiën gelast om gemeenschappelijk in het belang van de inwoners van verschillende gemeenten diensten te besturen welke altijd aangezien geweest zijn als hebbende een gemeentelijk belang.

Nieuwe nooddrufden zijn in onze gemeenten ontstaan.

Nieuwe diensten zijn ingericht welke in 1851 niet vermoed werden en welke allengs grooter uitbreiding zullen nemen, en het zal misschien voegzaam, zelfs noodzakelijk zijn, de macht die te regelen en te beheeren aan andere inrichtingen dan de gemeenteraden toe te kennen.

Artikel 115, lid 2, legt een regel op die voorzeker in de uitbatinsdiensten der nijverheidsmonopolis slechts een toepassing van louteren vorm, wat betreft de begrooting, kan ontvangen. Hij kan hinderpalen daarstellen voor de goede inrichting van deze diensten in zelfstandige regiën. Het schijnt noodig de artikelen 122 en 123 te herzien of liever af te schaffen. De leden der Constituante van 1850 hechtten een buitengewoon staatkundig belang aan het bestaan der burgerwacht waarin zij plachten een vorm te zien uitgaande van de Natie, ten dienste van de Natie, bij tegenstelling met het leger welke zij vreesden eerder getrouw te zijnaan de koninklijke macht. Beide begrippen zijn thans even verouderd. Door afschaffing van artikel 122 en 123 zal de toekomstige Constituante niet van rechtswege de burgerwacht afschaffen; zij zal haar enkel haar grondwettelijk kenmerk ontnemen.

De gewone Wetgever zal haar naar believen kunnen handhaven, ze in volle vrijheid herinrichten of afschaffen.

De Regeering vraagt eindelijk artikel 131 aan herziening te onderwerpen. Van den oogenblik dat men het facultatief referendum in zake wetgeving aanneemt, moet men aan het volk zelf de eindbeslissing in grondwettelijke zaak geven. Wij zullen alzoo slechts den weg volgen door de leden der Constituante in 1850 afgebakend. Zij hadden, inderdaad, geen enkel begrip van de rechtstreeksche tusschenkomst van het volk in het stemmen der wetten; door de ingewikkelde rechtspleging welke zij in het artikel 131 inrichtten, hebben ze gezocht te toestemming van het volk zelf te verzekeren voor het werk van Grondwetsherziening. Het referendum biedt heden een geschikter, gemakkelijker en zekerder middel om deze toestemming vast te stellen.

Er dient bijgevoegd dat na de jongste gebeurtenissen welke Regeering en Parlement verplichtten de door artikel 131 opgelegde pleegvormen te verwaarloozen, het goed is een inrichting welke niet heeft kunnen werken, te laten varen. Een nieuwe herzieningsrechtspleging dient ingesteld tegen welke niemand het voorgaande van 1919 zal mogen aanvoeren, een rechtspleging welke, evenzoos sterke waarborgen gevende voor de onwrikbaarheid van onze Grondwet, niet toelate dezelve bezwaren in te roepen. Zoo men de huidige rechtspleging veroving door een bespreking en een stemming der Kamers met meerderheid van de twee derden der stemmen, dan de rechtstreeksche goedkeuring door het volk van de nieuwe teksten, zou er geen voorwendsel meer mogelijk zijn om zich aan die voorwaarden te onttrekken.

Regeering en Parlement zouden nooit de stoutheid hebben aan het volk een recht dat het bezit te ontnemen en zich een macht aan te matigen welke de Grondwet aan de Natie voorbehouden heeft.

Het werk door de Constituanten te verwezenlijken is aanzienlijk. Het ware ijdel, nochtans, haar taak trachten in te krimpen, want het België van morgen heeft, om te leven en te gedijen, instellingen noodig aangepast aan zijn karakter en aan de tegenwoordige tijden. Eenvoudige wijzingen aan het stemrecht zouden niet volstaan; om in de toekomst de onwrikbaarheid van het edele werk door het Congres opgebouwd te verzekeren is het noodig aan de burgers nieuwe waarborgen te geven tegen het ondeugdelijk opmaken der wetten en tegen de mogelijke misbruiken vanwege de houders van de bestuurlijke macht. Het is tevens onmisbaar aan het algemeen stemrecht toe te laten vrijelijk, zonder tusschenkomst, de partijgangers of de tegenstrevers van een maatregel, die allen op den wil der Natie wijzen, te scheiden. De ontwikkeling waartoe de Reggering het Land vraagt zich bereid te toonen, vindt haar regel in de beginselen zelf welke als grondslag van onze Grondwet liggen: zij zal niet nalaten aan onze vrije instellingen een machtig nieuw leven en nieuwe leefbaarheid te verzekeren.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUÉVILLE.

PROJET DE DÉCLARATION

relative à la revision des articles 26, 39, 47, 48, 51 de la Section II du chapitre I, titre III, à l'exception de l'article 58, des articles 69, 95, alinéa premier, 105, 106, 108, alinéa 2, 2°, 115 alinéa 2, 122, 123 et 131 de la Constitution.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le Projet de déclaration dont la teneur suit :

Il y a lieu à revision :

1° de l'article 26 de la Constitution, soit par modification à son texte, soit par l'introduction d'une disposition nouvelle prévoyant le referendum et la collaboration de conseils représentatifs des grands intérêts ;

2° de l'article 39 ;

3° de l'article 47 ;

4° de l'article 48, par l'introduction

VERKLARING

betreffende de herziening van artikelen 26, 39, 47, 48, 51, van afdeling II van hoofdstuk I, titel 3, artikel 58 uitgezonderd, artikelen 69, 95, lid 1, 105, 106, 108, lid 2, 2°, 115 lid 2, 122, 123 en 131 der Grondwet.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister-raad :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onzen Minister van Binnenlandse Zaken zal, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van verklaring voorleggen waarvan de inhoud volgt :

Er bestaat reden tot herziening van :

1° Artikel 26 der Grondwet, hetzij door wijziging van zijn opstel, hetzij door invoering van een nieuwe bepaling voorzienende het referendum en de medewerking van raden welke de groote belangen vertegenwoordigen ;

2° Artikel 39 ;

3° Artikel 47 ;

4° Artikel 48, door invoering van

d'une disposition nouvelle consacrant le principe du vote secret et celui de la représentation proportionnelle;

5° de l'article 51;

6° de l'article 52;

7° de la section II, du chapitre I, du titre III, de la Constitution, à l'exception de l'article 58;

8° de l'article 69, par l'introduction d'une ou de plusieurs dispositions nouvelles, organisant le referendum, soit à l'initiative du Roi, soit sur la demande d'un certain nombre ou d'une certaine quotité d'électeurs;

9° de l'article 95, paragraphe 1, de la Constitution;

10° de l'article 105, par l'introduction, à la suite de celui-ci, d'un ou de plusieurs articles nouveaux, en vue de créer une Cour de contentieux administratif, de déterminer sa composition et ses attributions et de prévoir l'organisation par la loi d'autres tribunaux administratifs;

11° de l'article 106;

12° de l'article 108, parag. 2, 2°;

13° de l'article 115, paragraphe 2;

14° des articles 122 et 123;

15° de l'article 131, de la Constitution.

Donné à Laeken, le 9 septembre 1919.

een nieuwe bepaling tot huldinging van het grondbeginsel der geheime stemming en dat van de evenredige vertegenwoordiging;

5° Artikel 51;

6° Artikel 52;

7° Afdeeling II, van hoofdstuk I, van titel III, der Grondwet, ter uitzondering van artikel 58;

8° Artikel 69, door invoering van een of meer nieuwe bepalingen tot inrichting van het referendum, hetzij op initiatief van den Koning, hetzij op aanzoek van een zeker getal of een zeker bedrag kiezers;

9° Artikel 95, lid I, der Grondwet;

10° Artikel 105, door invoering erachter van een of meer nieuwe artikelen met het oog op het inrichten van een Hof voor bestaurlijke betwistingen, het bepalen van zijn samenstelling en zijne bevoegdheid en het voorzien van de inrichting door de wet van andere bestaurlijke rechtbanken;

11° Artikel 106;

12° Artikel 108, lid 2, 2°;

13° Artikel 115, lid 2;

14° Artikelen 122 en 123;

15° Artikel 131 der Grondwet.

Gegeven te Laeken, den 9 September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre, Ministre
des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister, Minister van
Financiën,*

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de l'Intérieur,

*De Minister von Binnenlandsche
Zaken,*

BARON DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | *De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | *De Minister van Wetenschappen en Kunsten,*

Alp. HARMIGNIE.

Le Ministre de l'Agriculture, | *De Minister van Landbouw,*

B^{on} ROZETTE.

Le Ministre des Travaux publics, | *De Minister van Openbare Werken,*

ANSEELE.

Le Ministre de l'Industrie, | *De Minister van Nijverheid, Arbeid*
du Travail et du Ravitaillement, | *en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, | *De Minister van Spoorwegen, Zee-*
Marine, Postes et Télégraphes, | *wezen, Posterijen en Telegrafen,*

RENKIN.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*

LOUIS FRANCK.

Le Ministre de la Guerre, | *De Minister van Oorlog,*

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires | *De Minister*
Économiques, | *van Staathuishoudkundige Zaken,*

HENRI JASPAR.

